Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 147 (2002)
Heft: 6-7

Artikel: À propos de la guerre des Malouines. 2e partie
Autor: Razoux, Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346260

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

A propos de la guerre des Malouines (2)

Il y a tout juste vingt ans, deux nations occidentales farouchement anti-communistes s'affrontèrent pendant près de cent jours pour la possession des Malouines. Cette guerre, souvent qualifiée d'anachronique, fut l'occasion d'assister à la seule bataille aéronavale d'envergure depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La détermination de Margaret Thatcher assit sa réputation de «Dame de Fer» et précipita la chute de la junte argentine. Au delà du mythe, il convient de faire la part des choses.[1]

Pierre Razoux

Quelle fut l'attitude européenne?

Contrairement à ce qu'espérait la junte argentine et ce que redoutait la diplomatie britannique, l'Europe occidentale se rangea rapidement du côté de la Grande-Bretagne, dénonçant sans ambiguïté l'agression dont celle-ci avait fait l'objet. La France montra l'exemple. Le 3 avril 1982, le soir même de la conquête de la Géorgie du Sud, François Mitterrand appelait Margaret Thatcher pour l'assurer du soutien total du Gouvernement français. Les déclarations pro-argentines de Claude Cheysson, son ministre des Affaires étrangères, furent balayées d'un simple revers de manche... Pour François Mitterrand, la France et la Grande-Bretagne avaient à défendre des intérêts très similaires: une influence à vocation mondiale, une place de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, un arsenal nucléaire modeste mais dissuasif, le principe de la liberté de navigation et, surtout, la défense de territoires d'outre-mer forts éloignés de la métropole.

Le président français gela immédiatement toutes les livraisons d'armes à destination de l'Argentine. Les codes des missiles livrés aux Argentins furent partiellement dévoilés aux Britanniques pour leur permettre de régler de manière adéquate leurs systèmes de contre-mesures électroniques. L'armée de l'air et l'aéronavale, qui étaient équipées de *Mirage* et de *Super Etendard*, similaires à ceux des Argentins, effectuèrent plusieurs missions d'attaque fictive contre la flotte britannique pour l'entraîner à déjouer les attaques argentines et calibrer ses radars. Les pilotes français firent preuve à cette occasion d'une redoutable efficacité, suffisante en tout cas pour convaincre l'Amirauté britannique du danger bien réel du couple *Super Etendard/Exocet*. Les services secrets français coopérèrent pleinement avec leurs homologues britanniques, mettant sur écoute les officiers argentins envoyés en France pour acquérir à n'importe quel prix de nouveaux missiles *Exocet*. Ils multiplièrent les embûches afin de rendre la tâche des agents argentins la plus difficile possible.

Sur la scène diplomatique, la France usa de toute son influence pour convaincre certains de ses alliés africains (le Togo et le Zaïre étaient membres cette année-là du Conseil de sécurité des Nations unies) de voter une résolution très favorable aux Britanniques. Jouant pleinement la carte de la solidarité européenne, François Mitterrand convainquit enfin le chancelier Helmut Schmidt de renoncer momentanément aux importants contrats d'armement liant Bonn à Buenos Aires, dans le cadre du programme «Meko» prévoyant la livraison de frégates et de sous-marins à la marine argentine.

Le Gouvernement allemand fit taire ses intérêts industriels, évitant ainsi une crise désastreuse au sein de l'OTAN. Le Benelux, le Danemark et l'Italie se rangèrent du côté de la Grande-Bretagne. La Communauté européenne adopta rapidement une décision d'embargo à destination de l'Argentine. Même l'Espagne, traditionnellement encline à défendre les pays d'Amérique latine au nom d'un héritage culturel commun, fit taire sa latinité au nom d'un pragmatisme de circonstance: Madrid était en effet très engagé dans des négociations visant à intégrer l'Espagne à la fois dans la Communauté euro-

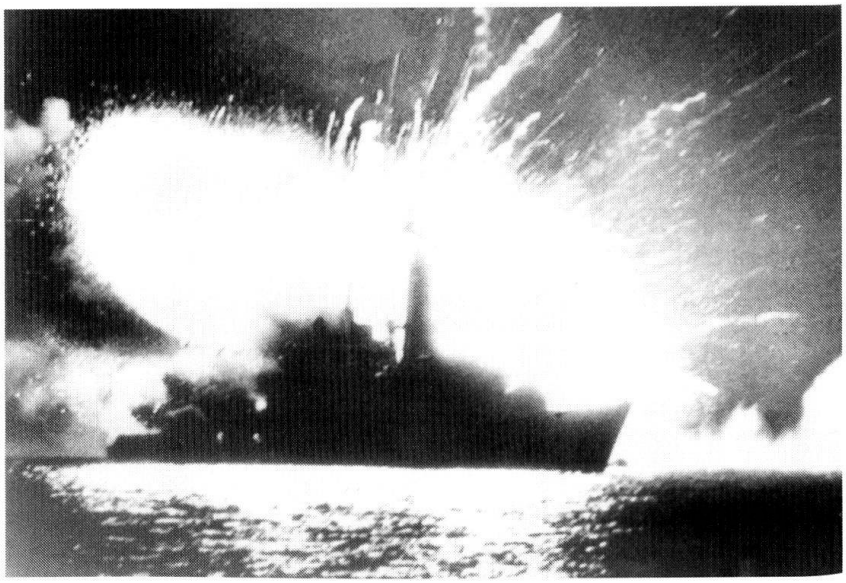
[1] *Première partie voir* RMS, *mai 2002.*

péenne et dans l'OTAN. Une attitude hostile de sa part n'aurait pas manqué de retarder sa réintégration dans le concert des nations européennes !

Et la position américaine ?

Paradoxalement, la surprise vint des Etats-Unis d'Amérique car, pendant les premières semaines du conflit, Washington adopta une position ambiguë. Le Gouvernement américain était écartelé entre son attachement à la Grande-Bretagne et son souci de n'adopter aucune attitude incompatible avec ses engagements au sein du continent américain. Les Etats-Unis d'Amérique étaient en effet liés à la plupart des Etats d'Amérique latine par une série d'accords de sécurité.

Depuis plusieurs mois, la presse américaine faisait écho au réchauffement des relations entre Washington et Buenos Aires, certains articles laissant même entendre que l'administration américaine ne s'opposerait pas à la junte, en cas d'action directe contre les Malouines. L'administration américaine était partagée sur la conduite à tenir. Fait totalement inhabituel, ce conflit opposait deux de ses alliés sans impliquer directement ou indirectement un Etat communiste. Le Pentagone et la CIA souhaitaient défendre à tout prix le lien privilégié avec la Grande-Bretagne. Le département d'Etat était scindé en deux camps : la direction d'Europe qui militait pour une gestion «atlantiste» de la crise et la direction d'Amérique latine qui cherchait par tous les moyens à renforcer les liens avec les Etats forts d'Amérique du Sud.



La frégate HMS Antelope *touchée par une bombe au niveau de la salle des machines.*

La Maison Blanche et le Conseil national de sécurité oscillaient entre les deux, le président Ronald Reagan cherchant à s'appuyer sur les régimes «forts» d'Amérique latine pour réduire l'influence marxiste dans cette zone. Plus troublant, tout porte à croire que Jeane Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique aux Nations unies, ait tenté, sans succès, de faire échouer en sous-main la manœuvre diplomatique britannique visant à faire adopter la fameuse Résolution 502 du Conseil de sécurité identifiant l'Argentine comme l'Etat agresseur.

Lorsque Alexander Haig entama sa mission de bons offices entre Londres et Buenos Aires, il fut donc fraîchement reçu au 10 Downing Street. Le manque de confiance entre le Gouvernement britannique et le secrétaire d'Etat américain constitua sans nul doute l'une des raisons de l'échec des navettes d'Alexander Haig. Et ce n'est peut-être pas un hasard si ce dernier démissionna le 25 juin 1982, quelques jours après la fin du conflit et deux jours seulement après la visite de Margaret Thatcher à Washington, venue rencontrer le président Reagan pour «remettre les pendules à l'heure». Alexander Haig fut sacrifié sur l'autel du «lien spécial» transatlantique.

L'attentisme américain dura donc quatre semaines au cours desquelles la Maison Blanche refusa de trancher en faveur de l'un ou de l'autre des belligérants, même si le Pentagone livra de toute urgence du matériel militaire sensible à la Grande-Bretagne (missiles, radars, contre-mesures électroniques et armement anti-missiles). Dès lors que les opérations militaires commençaient, la logique de bloc reprit ses droits et Washington se rangea

résolument du côté de Londres. Le monde restait marqué par le carcan de la guerre froide. Moscou s'était déclaré prêt à soutenir l'Argentine si la junte en avait formulé la demande (ce qu'elle ne fit pas); des chalutiers soviétiques commençaient à pulluler en Atlantique Sud et plusieurs satellites *Cosmos* avaient été lancés pour suivre le déroulement de la crise.

Débarquement à San Carlos, le 21 mai 1982.

Quid de l'Amérique latine?

Dans l'ensemble, les Etats d'Amérique latine soutinrent la cause de l'Argentine mais, au delà d'une solidarité de façade, plusieurs pays adoptèrent des positions beaucoup plus nuancées.

Le Guyana, alors membre du Conseil de sécurité des Nations unies, vota le texte de la Résolution 502, justifiant son attitude par son souhait de ne pas primer le recours à l'agression, au moment même où le Venezuela contestait le tracé frontalier entre Caracas et Georgetown. Le Brésil autorisa le transit de navires et d'aéronefs militaires britanniques sur son territoire (notamment un bombardier *Vulcan*). Le Pérou se déclara neutre, tout en jouant un rôle très actif sur le plan diplomatique: le Péruvien Javier Pérez de Cuellar venait tout juste d'être élu secrétaire général des Nations unies. Il vit dans cette crise une occasion inespérée de propulser son pays sur le devant de la scène internationale.

C'est le Chili qui adopta l'attitude la plus inattendue à l'égard de l'Argentine, car un faisceau convergent de témoignages tend à prouver que Santiago a informé Londres de l'imminence de l'invasion argentine. Le service de renseignement naval chilien, très bien implanté sur place, n'avait pas manqué de détecter les préparatifs argentins. Le chef du *Servicio de Información Naval* aurait alerté les autorités britanniques, après en avoir référé aux plus hautes autorités chiliennes, c'est-à-dire au général Pinochet. Au-delà des discours convenus défendant la cause latino-américaine, il n'est pas étonnant que les marins chiliens aient sciemment prévenu leurs homologues britanniques.

Depuis plus de cent cinquante ans, la marine chilienne entretenait des liens très étroits avec la *Royal Navy*. En 1982, le tiers de la flotte chilienne n'était-il pas constitué de navires modernes d'origine britannique? La raison majeure pour laquelle les Chiliens jouèrent la carte britannique était tout simplement due à l'hostilité latente que manifestait Buenos Aires à leur encontre. Même pendant la guerre des Malouines, l'essentiel des troupes d'élite argentine resta déployée face au Chili! Le général Pinochet jugea que l'affaire des Malouines constituait un test majeur pour l'équilibre régional. Si personne ne venait contrecarrer les desseins du général Galtieri, l'Argentine ne manquerait pas de se retourner bientôt contre son pays. Les deux Etats ne s'étaient-ils pas déjà récemment trouvés au bord de la guerre en 1978 pour le contrôle du détroit de Magellan? Quoi qu'il en soit, Lady Thatcher a reconnu lors de l'affaire Pinochet, dix-sept ans plus tard que le Chili avait été d'une aide très précieuse pour les Britanniques pendant la guerre des Malouines.

Les Argentins auraient-ils pu gagner la guerre ?

Oui, si l'on considère que les Britanniques auraient très bien pu la perdre ! Il s'en fallut de peu que la victoire d'Albion ne se transforme en une cinglante défaite. Sans même parler des 255 victimes britanniques qui constitueraient aujourd'hui un bilan à la limite du supportable pour une opinion publique occidentale, la marine de Sa Majesté perdit 6 navires, 12 autres étant endommagés, dont 8 très gravement. Ces 8 navires, atteints par des bombes de 225 et 450 kg, ne durent leur salut qu'au fait que celles-ci étaient largement obsolètes (en provenance de vieux stocks américains datant des années 1960) et mal réglées (dispositif de mise de feu réglé pour un largage à une altitude supérieure à 100 mètres, alors qu'en réalité les attaques s'effectuèrent beaucoup plus bas).

L'état-major argentin, en décidant d'attaquer en priorité les navires de guerre au lieu de s'en prendre aux navires logistiques et aux transports de troupes, commit en outre une erreur tactique majeure. Avec 14 navires détruits ou mis hors de combat, la *Royal Navy* avait atteint le seuil de pertes tolérables pour cette campagne. Il ressort clairement des témoignages britanniques que, si le corps expéditionnaire avait perdu l'un de ses deux porte-aéronefs ou le paquebot *Queen Elisabeth II* réquisitionné et transformé en transport de troupes, le coup porté au prestige de la *Royal Navy* aurait été fatal à la poursuite de l'opération. Il semble que le porte-aéronefs *Invincible* ait échappé de peu à un raid décisif le 30 mai 1982. Quant au *Queen Elisabeth II*, celui-ci est passé bien près d'une attaque de *Skyhawk* qui aurait pu s'avérer dévastatrice.

Deux sous-marins argentins de type *U-209* auraient en outre profité du mauvais temps pour s'approcher des navires britanniques à l'ancre devant la Baie de San Carlos, lançant contre eux plusieurs torpilles de fabrication allemande qui n'explosèrent pas, tout simplement parce que la force de Coriolis, inversée dans l'hémisphère Sud, faisait tourner la petite hélice d'armement dans le mauvais sens empêchant la charge militaire de la torpille de s'armer !

Si les services secrets argentins étaient parvenus à se procurer par des voies détournées – comme ils ont essayé de le faire – ne serait-ce qu'une dizaine de missiles *Exocet* supplémentaires (les 5 missiles initialement en leur possession ayant tous été tirés), nul doute que le groupe amphibie aurait réfléchi à deux fois avant de s'approcher de son objectif.

Compte tenu du fait que les forces aériennes argentines opéraient en extrême limite de rayon d'action, nul ne comprend aujourd'hui pourquoi celles-ci n'ont pas mis à profit le délai de sept semaines dont elles disposèrent entre la conquête des Malouines et le débarquement des *Royal Marines*, pour rallonger la piste de Port Stanley, afin que celle-ci puisse accueillir des *Skyhawk*, des *Mirage* ou des *Super Etendard*. Le plan de bataille britannique en aurait été totalement chamboulé.

Au sol, sans même évoquer le retrait des troupes d'élite et leur remplacement par des unités de conscrits mal équipées et insuffisamment entraînées, le commandement argentin multiplia les bévues. Au lieu de mi-

Un hélicoptère Chinook *en train d'apponter sur le* HMS Intrepid *à l'ancre dans la baie de San Carlos, le 27 mai 1982.*

ser sur la mobilité, l'armée argentine s'enferra dans une défense statique qui fit le jeu des troupes britanniques. Une fois débarquées, celles-ci gardèrent sans cesse l'initiative des opérations, alors qu'il eût été facile aux Argentins de mener de violentes et meurtrières contre-attaques, qui auraient gravement érodé le potentiel de leur adversaire. La reconquête de la Géorgie du Sud par les forces spéciales britanniques (Opération «PARAQUET») avait en outre failli tourner au désastre, les fameux *SAS* ayant dû être évacués d'urgence après que deux de leurs hélicoptères se soient écrasés sur le glacier Fortuna.

Quelles furent les leçons tirées de cette campagne?

Sur le plan opérationnel, la guerre des Malouines a montré une fois de plus l'importance cardinale de la logistique, comme le rôle toujours déterminant du facteur humain. Elle a confirmé la valeur fondamentale de la synergie des moyens de commandement, de communications, de contrôle opérationnel et de renseignement (C^3I). Elle a surtout consacré l'importance des missiles et de la guerre électronique; douze types de missiles différents ont prouvé leur efficacité dans les domaines aéronaval et aéroterrestre.

S'agissant des systèmes d'armes, les sous-marins nucléaires d'attaque ont fait la preuve de leur redoutable efficacité et de leur caractère très dissuasif dans le contrôle des espaces maritimes, tout comme les porte-avions sans lesquels la reconquête des Malouines se serait avérée quasiment impossible. Quant à savoir quel type de porte-avions aurait été le mieux adapté en la circonstance, le débat reste ouvert. Les tenants des porte-avions lourds font valoir que, si la *Task Force* britannique avait disposé d'un porte-avions de la classe de l'*Ark Royal*, capable d'embarquer 12 intercepteurs *Phantom*, 14 avions d'attaque B*uccaneer* et 5 avions d'alerte avancée *Gannet*, elle aurait pu s'assurer de la supériorité aérienne totale au-dessus de l'archipel, tout en conservant la capacité d'attaquer les bases aériennes argentines. Elle aurait disposé en outre d'un potentiel d'appui-feu aérien beaucoup plus important.

Les avocats des porte-aéronefs légers estiment que la flexibilité d'emploi et la fiabilité des avions de combat disposant d'une capacité de décollage et d'atterrissage vertical se sont avérées parfaitement adaptées en l'espèce. Ils soulignent surtout la faible disponibilité des avions embarqués à bord des derniers porte-avions lourds de la *Royal Navy* et leur inaptitude à opérer par très mauvais temps. Dans les conditions climatiques extrêmes qui régnaient alors en Atlantique Sud (visibilité très réduite, gîte du pont d'envol supérieure à 4 degrés), les *Sea Harrier* ont pu effectuer leurs missions là où les *Phantom* et les *Buccaneer* auraient été incapables de le faire. Et les pilotes de *Sea Harrier* s'adjugèrent 21 victoires, sans qu'aucun des leurs ne soit abattu par la chasse argentine. Le véritable artisan de la supériorité aérienne britannique fut cependant le missile air-air *Sidewinder*, dont la dernière version très performante pour l'époque (AIM-9L) fut livrée à la *Fleet Air Arm*, juste avant le début des hostilités. Sans ce missile (crédité de 18 victoires sur 21), les pilotes britanniques n'auraient jamais pu stopper les raids argentins comme ils furent en mesure de le faire.

Les Britanniques maîtres à nouveau de la piste de Port Stanley, après les hostilités.

Enfin, il convient de souligner le rôle absolument indispensable des aéronefs d'alerte radar avancée (*AWACS*), des avions de reconnaissance et de lutte anti-sous-marine et des avions de ravitaillement en vol. Sans eux, la *Royal Navy* aurait été aveugle et les porte-aéronefs britanniques n'auraient probablement pas survécu à cette campagne.

Quelles furent les conséquences politiques de cette crise?

Le 17 juin 1982, trois jours après la fin des hostilités, le général Galtieri démissionna, initiant le long processus qui allait permettre à l'Argentine de retrouver la voie de la démocratie. Le général Bignone accéda au pouvoir le 22 juin 1982 et assura la transition jusqu'à l'élection du nouveau président, Raoul Alfonsin, en octobre 1983. Margaret Thatcher fut pour sa part triomphalement réélue...

Rapidement, la Grande-Bretagne renforça sa présence aux Malouines. Sa garnison compte aujourd'hui 1500 personnes, soit vingt fois plus qu'avant l'invasion argentine! Le coût global du maintien de la présence britannique aux Malouines reste donc très lourd. Si l'on considère que l'une des raisons qui poussa les Argentins à envahir les Malouines fut l'annonce du retrait du patrouilleur *Endurance* pour des raisons d'économies, on peut en tirer la leçon suivante: à l'heure où les contraintes budgétaires sont de plus en plus fortes, toute mesure de réduction des forces armées induit un impact qu'il convient d'étudier soigneusement en tenant compte du contexte historique et stratégique.

Indubitablement, le conflit rehaussa la crédibilité et le prestige des forces armées britanniques. A Londres, les militaires éprouvèrent pourtant le besoin de clarifier les relations entre le pouvoir civil et les autorités militaires. Les généraux britanniques présents au quartier général de Northwood s'étaient en effet plaints amèrement des prises de position incessantes de Margaret Thatcher, qui interféraient dangereusement sur la gestion des opérations militaires. C'est l'une des raisons pour lesquelles deux nouvelles structures furent créées par la suite: le *Defence Crisis Management Center* (*DCMC*) qui permet au premier ministre de gérer les aspects politiques des crises depuis Whitehall, tandis que le *Permanent Joint Head Quarter* (*PJHQ*) offre aux stratèges militaires la capacité de gérer l'ensemble des opérations interarmées depuis le site de Northwood.

Ce n'est qu'en 1990 que les relations diplomatiques furent normalisées entre Londres et Buenos Aires. En 1995, les Argentins et les Britanniques s'entendirent sur un accord de partage portant sur l'exploration éventuelle des richesses pétrolières situées dans la zone des Malouines. Quatre ans plus tard, en 1999, des liaisons aériennes régulières furent rétablies entre l'Argentine et Port Stanley. Parallèlement, on enleva de l'entrée de l'aéroport de Buenos Aires le panneau qui proclamait avec emphase «Las Malvinas son nuestras![2] «Il n'en demeure pas moins qu'en décembre 2001, sur les six cartes qui ornaient le bureau du ministre britannique des forces armées, la carte des Malouines figurait en bonne place à côté de celles détaillant l'Irlande du Nord, Chypre, l'Afghanistan, l'ex-Yougoslavie et la Sierra Leone!

P. R.

De lourdes pertes

Argentine

746 morts (dont le tiers à bord du croiseur *Belgrano*).

6 navires (dont 1 croiseur et 1 sous-marin).

99 aéronefs, dont 70 avions de combat (24 *Pucara*, 22 *Skyhawk*, 13 *Mirage* et *Dagger*, 5 *MB-339*, 4 *T-34* et 2 *Canberra*).

Grande-Bretagne

255 morts.

6 navires (dont 3 destroyers et 1 frégate), 12 autres étant endommagés (dont 8 très gravement).

34 aéronefs, dont 10 *Harrier* et *Sea Harrier*.

[2] *«Les Malouines nous appartiennent!»*